DECRET N° 99-143
portant modalités d'encadrement des tarifs des services de télécommunication

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la Constitution,

Vu la loi n° 96-034 du 27 Janvier 1997 portant réforme institutionnelle du secteur des télécommunications

Vu le décret n° 98-522 du 23 Juillet 1998 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Vu le décret n° 98-530 du 31 Juillet 1998 portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu le décret 97-1155 du 19 Septembre 1997 portant réglementation des réseaux et services de télécommunications dans le cadre de la loi n°96-034 du 27 Janvier 1997,

Sur proposition du Ministre des Postes et Télécommunications,

En conseil du Gouvernement,

Décète :

TITRE I - OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Article 1 Définitions

1. Sauf lorsqu'il en sera explicitement disposé autrement dans le présent décret, les définitions figurant à l'article 1 de la loi n° 96-034 sont applicables pour l'interprétation du présent décret.
2. Pour l'interprétation du présent décret, les termes figurant ci-dessous auront, lorsqu'ils commenceront par une majuscule, la signification suivante :

Ministre désigne le Ministre chargé des télécommunications.

Panier de services désigne un ensemble de services offerts aux mêmes groupes de clients et regroupés en raison de leur complémentarité.

Prix moyen pondéré désigne le prix de revient moyen d'un service ou d'un Panier de services, obtenu en appliquant à chaque tarif un coefficient de pondération égal au rapport du volume des consommations auxquelles ce tarif a été appliqué et du volume total des consommations du service ou Panier de services, au cours de l'année précédente. La formule et les méthodes permettant de calculer le Prix moyen pondéré d'un service ou Panier de services figurent en annexe du présent décret.

Prix plafonds désignent les limites maximum qui pourront être imposées au prix de revient pour les clients de certains Paniers de services dans les cas prévus par le présent décret.

Point d'accès public désigne un terminal téléphonique mis à disposition du public permettant un paiement d'une communication en monnaie locale, par carte prépayée ou par carte de crédit ou tout autre moyen approprié.

Article 2 Objet

1. Le présent décret détermine :

- (a) les modalités applicables par les propriétaires de réseaux et prestataires de services de télécommunication pour la fixation des tarifs de leurs services offerts au public.
 - (b) les modalités applicables par les propriétaires de réseaux de télécommunication pour la fixation des tarifs d'interconnexion de leurs réseaux aux réseaux d'autres opérateurs.
2. Les cahiers des charges des opérateurs précisent, le cas échéant, les dispositions complémentaires applicables dans chaque cas particulier, en conformité avec les dispositions du présent décret.

TITRE II - PRINCIPES GENERAUX

Article 3 Liberté de fixation des tarifs

1. Les propriétaires de réseaux et prestataires de services de télécommunication fixent librement les tarifs des services offerts au public, dans le respect des principes fixés par le présent décret et des règles d'encadrement éventuellement applicables.
2. L'OMERT est tenu d'établir un régime d'encadrement des tarifs pour le service téléphonique de base sur toutes les parties du territoire. L'OMERT peut suspendre ce régime d'encadrement des tarifs ou adopter un régime d'encadrement spécifique dans les communes rurales désavantagées économiquement, afin de promouvoir la fourniture d'un service de télécommunication à la population locale.

Article 4 Égalité de traitement et transparence tarifaire

1. Les opérateurs de réseaux et prestataires de services de télécommunication offerts au public garantissent l'égalité de traitement de leurs clients en matière de tarification.
2. Ils publient et affichent dans leurs bureaux ouverts au public une présentation détaillée des tarifs des services offerts au public. Ils remettent à tout client qui en fait la demande une présentation des tarifs applicables pour les services auxquels il a souscrit ou il envisage de souscrire.
3. Les propriétaires de réseaux de télécommunication fournissant des services d'interconnexion à d'autres opérateurs de télécommunication sont tenus de publier et de tenir à la disposition de tout opérateur qui leur en fait la demande un catalogue des prix des services d'interconnexion qu'ils sont susceptibles de fournir.
4. Tout propriétaire de réseau ou prestataire de services de télécommunication offert au public est tenu de notifier à ses clients la modification de ses tarifs au moins quinze (15) jours civils avant sa mise en application. La notification peut être effectuée soit par courrier adressé à chacun des clients soit par annonce clairement apparente dans la presse de diffusion nationale.
5. Tout propriétaire de réseau ou prestataire de services de télécommunication offert au public est tenu de communiquer à l'OMERT ses nouveaux tarifs au moins trente (30) jours civils avant la mise en application de leur modification. La communication est accompagnée d'un commentaire présentant les différences entre le nouveau tarif et l'ancien.
6. L'application du principe d'égalité de traitement visé à l'alinéa 1 ci-dessus n'interdit pas :
 - (a) les réductions de tarifs liées à la souscription d'abonnements spécifiques ou au volume de consommation, pourvu que les conditions d'application de ces réductions figurent dans les tarifs publiés et que ces réductions soient applicables à tous les clients qui remplissent ces conditions ;
 - (b) les compléments liés à la situation particulière des clients (par exemple le paiement de frais de raccordement supplémentaires lorsque le branchement est effectué hors de la zone de couverture normale du réseau, telle que spécifiée par le tarif), ou à des demandes spécifiques des clients. Ces compléments font obligatoirement l'objet de devis détaillés qui sont remis aux clients pour accord préalable à l'exécution des prestations ;
 - (c) l'application de tarifs spécifiques pour certaines catégories de lignes ou de services, notamment les lignes des réseaux ruraux isolés et les Points d'accès publics. Les tarifs spécifiques sont obligatoirement soumis à l'agrément préalable de l'OMERT.

TITRE III - MODALITES DE L'ENCADREMENT TARIFAIRE

Article 5 Principes de l'encadrement

1. L'encadrement des tarifs a pour objet :
 - (a) de pallier l'insuffisance de la concurrence pour un service ou un Panier de services en imposant des limites au prix moyen pour le public de ce service ou Panier de services ;
 - (b) d'orienter les tarifs des services vers leurs coûts de revient résultant d'une gestion efficiente ;
 - (c) de rééquilibrer les tarifs, c'est à dire d'éliminer les subventions d'un service par un autre ;
 - (d) de favoriser l'émergence de nouveaux opérateurs de réseaux et services grâce à la mise en œuvre de tarifs d'interconnexion abordables.
2. Si l'OMERT décide d'encadrer des tarifs de services offerts au public ou des tarifs d'interconnexion en application de l'article 3 ci-dessus, elle définit des Plafonds de prix pour les services ou Paniers de services concernés, conformément aux dispositions des articles suivants.
3. L'OMERT peut programmer, sur une période de cinq (5) ans au maximum, une évolution annuelle des Plafonds de prix pour un service ou un Panier de services, afin de prendre en compte :
 - (a) l'amélioration progressive de la productivité de l'opérateur ;
 - (b) la baisse des coûts de revient des équipements de télécommunication ;
 - (c) le rééquilibrage progressif des tarifs.

Article 6 Application des Plafonds de prix

1. Lorsque l'OMERT décide d'appliquer un encadrement pour un service ou un Panier de services, le Prix moyen pondéré de ce service ou Panier de services ne doit pas dépasser le Prix plafond défini par l'OMERT.
2. Le Prix moyen pondéré d'un service ou Panier de services est calculé en appliquant les formules et méthodes figurant en annexe du présent décret.
3. Tout opérateur fournissant un service soumis à un encadrement doit présenter à l'OMERT, en complément de la communication préalable des modifications des tarifs prévue à l'article 4.5 ci-dessus, un calcul justifiant la conformité des nouveaux tarifs au Plafond de prix. L'OMERT pourra communiquer aux opérateurs concernés des formulaires types pour la présentation de leur calcul de conformité. Afin de permettre le contrôle de conformité, la communication à l'OMERT du nouveau tarif a lieu trente (30) jours civils avant la date prévue pour son application.
4. Lorsque l'OMERT a programmé une évolution des Plafonds de prix par périodes annuelles conformément à l'article 5.3 ci-dessus, l'opérateur est tenu de communiquer à l'OMERT au moins trente (30) jours civils avant la fin de chaque période annuelle soit un calcul de conformité de ses tarifs en vigueur, soit de nouveaux tarifs qui seront applicables à compter du début de la nouvelle période annuelle.
5. Dans les dix (10) jours civils de la réception de la communication d'un calcul de conformité, l'OMERT vérifie s'ils respectent les Prix plafonds. En cas de non conformité, l'OMERT notifie immédiatement à l'opérateur la nature de l'erreur commise et lui enjoint de procéder à la correction de ses tarifs. L'opérateur dispose d'un délai de dix (10) jours civils pour réaliser cette correction et la communiquer à l'OMERT.

Article 7 Analyse des coûts des services

1. L'OMERT détermine les Plafonds de prix sur la base des informations suivantes :
 - (a) la structure des coûts et des ventes de services réalisées par l'opérateur ;

- (b) les tarifs pratiqués par d'autres opérateurs pour des services similaires, à Madagascar ou dans des pays étrangers.
2. Tout propriétaire de réseau ou prestataire de services soumis à un encadrement tarifaire est tenu de communiquer à l'OMERT une fois par an, après la clôture de sa comptabilité annuelle et au plus tard six (6) mois après la fin de l'exercice comptable, un calcul du coût de revient de ce service par unité vendue. Pour la réalisation de ce calcul l'opérateur utilisera deux méthodes :
- (a) distributions des coûts historiques : les charges totales encourues par l'opérateur au cours de l'exercice comptable pour la fourniture des services de télécommunication seront réparties entre les différents services après appréciation de la contribution de chacun de ces services à la constitution de ces charges. Le coût de revient unitaire de chaque service sera calculé en divisant les charges affectées à ce service par le nombre d'unités vendues au cours de l'exercice ;
- (b) coût de développement à long terme : l'opérateur établira une projection de ses charges affectées au service considéré , y compris les charges d'investissement, portant sur une durée de 10 ans y compris le dernier exercice comptable, et une projection du nombre d'unités vendues pour la même période. Les valeurs obtenues pour chaque année seront pondérées par application d'un taux d'actualisation fixé par l'OMERT sur la base du coût des capitaux investis dans le secteur des télécommunications à Madagascar. Le coût de développement à long terme sera le rapport entre le total des coûts de revient actualisés et le total des unités vendues actualisées, conformément à la formule figurant en annexe au présent décret.
3. L'OMERT pourra publier et communiquer aux opérateurs concernés des directives détaillant les coûts à prendre en compte dans les calculs et les coûts non pertinents, les méthodes de répartition des coûts communs à différents services, ou les principes de planification à appliquer. Les opérateurs pourront proposer à l'OMERT dans un délai de trente (30) jours civils après leur publication des aménagements à ces directives. L'OMERT aménagera ses directives en tenant compte des propositions qu'il jugera acceptables.
4. Afin de tenir compte des limitations des systèmes comptables et des outils de prévision économique des opérateurs, l'OMERT pourra accorder un délai de deux ans non renouvelable aux propriétaires de réseau ou prestataires de services faisant l'objet d'un encadrement pour présenter le calcul du coût de développement à long terme visé à l'alinéa 2.b ci-dessus. Ce délai figurera dans le cahier des charges des propriétaires de réseaux lors de l'octroi de leur licence ou sera accordé sur demande des opérateurs.
5. Toutes les informations communiquées à l'OMERT au titre de l'alinéa 3 ci-dessus, seront traitées par l'OMERT comme confidentielles et ne seront en aucun cas communiquées à des tiers. Toutefois, ne seront pas considérées comme confidentielles les informations figurant également dans les rapports, statistiques ou états sans caractère de confidentialité communiqués par ailleurs à l'OMERT ou faisant l'objet d'une publication par l'opérateur.
6. L'OMERT analysera la structure des coûts de revient obtenus et la comparera à celle des tarifs, afin de faire apparaître, le cas échéant les subventions d'un service par un autre. En outre, l'OMERT comparera ces coûts aux tarifs pratiqués afin de faire ressortir la marge de l'opérateur.

Article 8 Comparaison d'opérateurs

1. L'OMERT recueillera les tarifs d'un échantillon le plus large possible d'opérateurs de télécommunication, notamment les opérateurs de Madagascar, des pays d'Afrique Australe et de l'Océan Indien, et des pays destinataires ou à l'origine des principaux flux de trafic à destination de Madagascar.
2. L'OMERT établira une analyse comparative des tarifs de l'échantillon, afin de faire apparaître le niveau de compétitivité des opérateurs malgaches.

Article 9 Détermination des Plafonds de prix

1. Lorsque la comparaison des tarifs visée à l'article 8 ci-dessus fera apparaître une mauvaise compétitivité des tarifs appliqués à Madagascar par rapport à ceux de l'échantillon, l'OMERT arrêtera un programme d'évolution des Plafonds de prix des différents services ou Paniers de services destiné à ramener les prix en vigueur à Madagascar au moins au niveau des opérateurs des pays d'Afrique Australe ou de l'Océan Indien, afin d'atteindre les niveaux de tarifs les plus compétitifs dans un délai maximal de 5 ans. L'OMERT tiendra compte le cas échéant des mesures annoncées par ces pays pour améliorer encore plus la compétitivité de leurs tarifs. L'OMERT considérera comme compétitif un niveau moyen des prix ne différant pas de plus de 10% du niveau moyen de l'opérateur retenu comme référence.

2. Lorsque l'analyse des coûts et des tarifs pratiqués pour les services soumis à un encadrement fera apparaître un déséquilibre des tarifs par rapport aux coûts, l'OMERT fixera un programme de rééquilibrage destiné à éliminer les subventions croisées entre services dans un délai qui ne pourra pas être supérieur à cinq (5) ans. Ce programme pourra être coordonné avec le programme d'évolution vers des tarifs plus compétitifs visé à l'alinéa 1 ci-dessus.
3. Les délais figurant ci-dessus pourront être réduits si l'OMERT estime un opérateur capable d'ajuster plus rapidement ses tarifs.
4. Lorsque la comparaison internationale aura fait ressortir la compétitivité des prix appliqués à Madagascar, l'OMERT établira les Plafonds de prix sur la base des calculs de coûts fournis par les opérateurs, après contrôle de la méthode employée. Le Plafond de prix pour un service ou un Panier de service fixé par l'OMERT devra respecter la règle suivante : les produits générés en appliquant des tarifs moyens égaux aux Plafonds de prix devront permettre de couvrir les charges d'exploitation et de financement prévisibles pour l'année d'application, en tenant compte d'une part de l'évolution du trafic et d'autre part des gains de productivité, et de dégager un bénéfice net d'exploitation au moins égal à 10% de la valeur de la part des immobilisations nettes affectée au service ou au Panier de service.

Article 10 Ajustements en cours de période

1. Si des circonstances exceptionnelles surviennent, ayant pour conséquence une modification significative de la structure des charges et des recettes d'un opérateur, notamment des catastrophes naturelles constituant un cas de force majeure, cet opérateur pourra présenter à l'OMERT une demande de révision de l'encadrement tarifaire, en exposant la nature des circonstances invoquées et leurs conséquences au regard de l'application des Plafonds de prix. Il proposera à l'OMERT les mesures d'adaptation qu'il jugera nécessaires pour faire face à ces circonstances.
2. L'OMERT examinera la demande de l'opérateur et acceptera de la prendre en compte si elle estime que les Plafonds de prix en vigueur ne sont plus en conformité avec la situation économique de l'opérateur. L'OMERT décidera alors :
 - (a) soit de fixer de nouveaux Plafonds de prix tenant compte du contexte nouveau ;
 - (b) soit de suspendre temporairement le régime d'encadrement jusqu'au retour à la normale. Cette suspension sera accordée pour une période n'excédant pas six (6) mois et renouvelable. Un mois au moins avant la fin de cette période, l'OMERT décidera s'il convient de la renouveler, de revenir au régime antérieur ou de fixer de nouveaux Plafonds de prix.
3. Si l'OMERT estime que les circonstances exceptionnelles s'appliquent à plusieurs opérateurs, il accordera à tous ces opérateurs des traitements similaires.
4. Si l'OMERT observe que des circonstances imprévues modifiant de manière significative l'environnement économique rendent les Plafonds de prix inefficaces, il pourra notifier aux opérateurs concernés son intention de procéder à une révision anticipée des Plafonds de prix, en leur indiquant les motifs de cette révision et ainsi que les nouvelles orientations qu'il envisage d'adopter. Les opérateurs disposeront d'un délai de deux mois à compter de cette notification pour communiquer à l'OMERT leurs observations et leurs suggestions. L'OMERT statuera après analyse de ces observations. Les décisions de l'OMERT prises en application du présent alinéa pourront être annulées par décision de justice si elles ne sont pas (i) justifiées par une modification imprévue, significative et durable de l'environnement économique, et (ii) motivées par une analyse établissant que le nouveau régime d'encadrement n'a pour effet que d'annuler les effets de cette modification de l'environnement.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 Observatoire des tarifs

L'OMERT publie chaque année un rapport intitulé « Observatoire des tarifs » dans lequel sont consignés et analysés les tarifs des services de télécommunication les plus utilisées à Madagascar, pour tous les opérateurs fournissant ces services. L'OMERT y fait figurer en outre une comparaison de ces tarifs avec ceux de plusieurs opérateurs étrangers de pays en développement et développés.

Article 12 Règles d'application et adaptation méthodologique

1. L'OMERT établit les instructions détaillées nécessaires pour les calculs de coût et de rentabilité réalisés en application du présent décret. Ces règles sont applicables de manière non discriminatoire à tous les opérateurs concernés.

2. L'OMERT adapte ses instructions en tenant compte de l'expérience acquise et de l'évolution des méthodes comptables.
3. L'OMERT présente au Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre chargé des télécommunications les propositions d'adaptation du présent décret nécessaires pour améliorer la compétitivité des services de télécommunication à Madagascar ou l'efficacité des méthodes d'encadrement.

Article 13 Sanctions

Tout manquement pour l'application des Plafonds de prix à un encadrement tarifaire est passible de sanctions conformément à la réglementation en vigueur.

Article 14 Dispositions diverses

Toutes dispositions réglementaires contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Article 15 Publication

Le Vice- Premier Ministre chargé du Budget, et du Développement des Provinces Autonomes, le Ministre des Finances et de l'Economie, le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, le Ministre des Postes et Télécommunications sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République.

Fait à Antananarivo, le 24 Février 1999

LE PREMIER MINISTRE,
CHEF DU GOUVERNEMENT

Tantely ANDRIANARIVO

LE VICE-PREMIER MINISTRE CHARGE
DU BUDGET ET DU DEVELOPPEMENT
DES PROVINCES AUTONOMES, PAR INTERIM

LE MINISTRE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE

Jean Jacques RASOLONDRAIBE

Tantely ANDRIANARIVO

LE MINISTRE DE LA JUSTICE
ET GARDE DES SCEAUX

LE MINISTRE DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS

Anaclet IMBIKY

Ny Hasina ANDRIAMANJATO

ANNEXE

1. Calcul des Prix moyens pondérés et formules de Plafonds de prix

Notation

- un Panier de services comprend un nombre k de services, notés S_i avec $1 \leq i \leq k$.
- un service S_i de ce panier peut comporter plusieurs tarifs (par exemple, le service de téléphonie interurbaine inclut plusieurs tarifs individuels qui sont fonction de la distance et du moment où un appel est effectué). Ces tarifs sont notés T_{ij} où i correspond au service S_i et j à une catégorie de trafic spécifique pour ce service.
- pour une période donnée (en général un an), à chaque tarif T_{ij} correspond une quantité Q_{ij} d'unités (des minutes de trafic par exemple) vendues.

Détermination du prix moyen pondéré

Cas de services homogènes (c'est à dire utilisant la même unité de mesure comme la minute ou la seconde pour les services de trafic)

Le revenu généré pendant une année n par un panier de services composé de k services est donc déterminé par la formule :

$$R_n = \sum_i \sum_j Q_{ijn} \times T_{ijn}$$

Le poids (coefficient de pondération) de chaque tarif individuel j du service i dans le revenu total est déterminé par la formule :

$$k_{ijn} = Q_{ijn} / \sum_i \sum_j Q_{ijn}$$

Le prix moyen pondéré d'un panier de services pour l'année n est alors calculé par l'une des formules équivalentes suivantes :

$$P_n = \sum_i \sum_j k_{ijn} \times T_{ijn} \quad \text{ou} \quad P_n = R_n / \sum_i \sum_j Q_{ijn}$$

Cas de services non homogènes (c'est à dire utilisant des unités de mesure différentes)

Ce cas peut se produire si l'on place dans le même panier des services de mesures différentes (par exemple les raccordements, les abonnements et les communications locales). Il faut alors déterminer les coefficients de pondération pour chacun des services et les ajuster sur la base de leur revenu respectif :

Le revenu généré pendant une année n par un service S_i est déterminé par la formule :

$$R_{in} = \sum_j Q_{ijn} \times T_{ijn}$$

Le poids (coefficient de pondération) de chaque tarif individuel j du service i dans le revenu du service S_i est déterminé par la formule :

$$h_{ijn} = Q_{ijn} / \sum_j Q_{ijn} = Q_{ijn} / Q_{in}$$

où Q_{in} est la quantité totale d'unités vendues du service S_i au cours de l'année n

Le poids de ce tarif dans le revenu du panier est déterminé par la formule :

$$k_{ijn} = h_{ijn} \times R_{in} / \sum_i R_{in}$$

Le prix moyen pondéré du panier reste calculé par la formule :

$$P_n = \sum_i \sum_j k_{ijn} \times T_{ijn}$$

Application d'un Plafond

Si un prix plafond P_{nf} est fixé pour un Panier de services et pour l'année n, l'opérateur devra vérifier que le prix moyen pondéré obtenu en appliquant à ses tarifs de l'année n les coefficients de pondération déterminés par observation des résultats de l'année n-1 est inférieur à ce plafond, c'est à dire :

$$\sum_i \sum_j k_{ijn-1} \times T_{ijn-1} \leq P_{nf}$$

Programmation de l'évolution d'un plafond

L'application d'un programme d'évolution du Plafond de prix pour un panier de services correspond à la détermination de deux facteurs :

- **le prix plafond initial** : il s'agit du prix moyen pondéré maximum autorisé du panier pour la première année où le régime est appliqué, qui est considéré comme l'année de référence (indice 100) ;
- **les formules d'ajustement annuel** : ces formules ont pour objet de programmer l'évolution en termes réels (c'est à dire hors inflation) du prix plafond du panier. L'application de formules différentes à des paniers différents permet notamment de rééquilibrer progressivement les tarifs vers les coûts.

Les formules d'ajustement comportent pour chaque panier une série de coefficients d'ajustement annuel (X_n). L'indice des prix d'un panier pour l'année n sera déterminé à partir de l'indice de l'année n-1 en appliquant la formule :

$$I_n = I_{n-1} * (1 + IPC_{n-1} - X_n)$$

où IPC_{n-1} est la variation de l'indice des prix à la consommation pendant l'année n-1.

Le prix plafond applicable au cours de l'année n est égal à :

$$P_{nf} = P_0 \times I_n / 100$$

où P est le Plafond de prix pour l'année de référence.

Contrôle du respect du plafonnement

Pour vérifier, lors d'une modification des ses tarifs, le respect par un opérateur de la formule de plafond de prix applicable à un panier de services, l'OMERT effectuera une simulation de l'impact des modifications proposées en utilisant les règles suivantes :

- le coefficient de pondération (k_{ij}) de chaque tarif individuel sera calculé à partir des résultats de la période de 12 mois la plus récente pour lesquelles des données sont disponibles ;
- la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation sera calculée sur la base de l'indice officiel publié pour le mois de décembre de chaque année, où, si ce résultat n'est pas connu, de l'indice du dernier mois connu et de l'indice du même mois de l'année précédente.

L'OMERT calculera le prix plafond résultant de l'indice des prix à la consommation et des coefficients d'ajustement, puis le prix moyen pondéré du panier de services sur la base des coefficients déterminé ci-dessus et des nouveaux tarifs.

L'OMERT vérifiera alors que le plafonnement est respecté.

2. Calcul des coûts de développement à long terme

Les projections d'activité sur une période de n années (l'année 1 étant la dernière année pour laquelle des données comptables sont disponibles) se traduisent par les séries de résultats suivantes :

- des charges annuelles C_i affectées au service considéré (i compris entre 1 et n) ;
- des quantités vendues Q_i d'unités du service considéré ;

Soit t le taux d'actualisation applicable (représentatif du coût de revient du capital).

Le coût de revient à long terme d'une unité du service est obtenu par application de la formule :

$$C = [\sum_i C_i / (1+t)^i] / [\sum_i Q_i / (1+t)^i]$$

N.B. : Les charges applicables incluent les investissements, mais excluent les frais financiers.